



Groupe Hospitalier de Territoire
Somme Littoral Sud



Centre Hospitalier Intercommunal
Montdidier - Roye

Marché public de Travaux

Cahier des clauses
administratives particulières
(commun à tous les lots)

Travaux de
construction d'un
bâtiment IRM sur le
site de Montdidier
(8 lots)

Numéro du marché : 25TE0157



Sommaire

1. Objet du marché, dispositions générales	5
1.1. Objet.....	5
1.2. Mode de passation et forme du contrat.....	5
1.3. Décomposition du marché	5
1.4. Représentation des parties	6
1.5. Parties et intervenants à l'opération	7
1.6. Réalisation de prestations similaires.....	9
1.7. Cotraitance et sous-traitance.....	9
2. Pièces contractuelles	11
2.1. Pièces particulières	11
2.2. Pièces générales.....	11
3. Forme des notifications et informations au titulaire.....	12
3.1. Ordres de service	12
3.2. Observations	13
3.3. Etat des lieux	13
3.4. Connaissance des lieux et des prestations à effectuer	13
3.5. Langue du marché.....	14
4. Durée et délais d'exécution	14
4.1. Durée du marché et délai global d'exécution	14
4.2. Prolongation des délais d'exécution	15
4.3. Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	15
4.4. Contraintes liées aux intempéries.....	16
5. Prix	17
5.1. Contenu et caractéristiques des prix	17
5.2. Variation des prix	18
5.3. Application de la TVA	20
5.4. Répartition des dépenses communes.....	20
5.5. Augmentation du montant des travaux.....	21
6. Clauses de financement et de sûreté	21
6.1. Avance	21
6.2. Garanties financières de l'avance	22
6.3. Retenue de garantie.....	22
7. Règlement des comptes	23



7.1.	Présentation des factures au format dématérialisé	23
7.2.	Demandes de paiement	24
7.3.	Délai global de paiement et intérêts moratoires	26
8.	Pénalités.....	26
8.1.	Sanctions liées à l'exécution technique du chantier	26
8.2.	Sanctions liées aux activités et exigences transverses de chantier	28
8.3.	Délais et pénalités au titre de la garantie de parfait achèvement	30
8.4.	Défaillance dans le nettoyage	31
8.5.	Désignation d'un sous-traitant.....	31
8.6.	Echantillons / Prototypes	31
8.7.	Rapports d'essais.....	31
8.8.	Pénalité pour travail dissimulé.....	31
8.9.	Exonération de pénalités	32
9.	Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages	32
9.1.	Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits.....	32
9.2.	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	32
10.	Implantation des ouvrages	32
10.1.	Piquetage général.....	32
10.2.	Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens	33
11.	Préparation, coordination et exécution des travaux.....	33
11.1.	Coordination des travaux et gestion des dépenses communes	33
11.2.	Période de préparation, programme d'exécution des travaux.....	33
11.3.	Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	34
11.4.	Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution.....	37
11.5.	Gestion des déchets de chantier	37
12.	Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	37
12.1.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	37
12.2.	Documents fournis après exécution.....	37
13.	Contrôles et réception des travaux	38
13.1.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	38
13.2.	Réception.....	39
14.	Garantie des prestations.....	39
14.1.	Délai de garantie.....	39
14.2.	Garanties particulières	40



15.	Assurances	40
16.	Clauses de réexamen	40
17.	Différends et litiges	41
18.	Résiliation.....	41
19.	Redressement ou liquidation judiciaire	42
20.	Déroptions au CCAG applicables	43



1. Objet du marché, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), concerne des :

Travaux de construction d'un bâtiment IRM sur le site de Montdidier

Les travaux attendus consistent en :

- La construction d'un bâtiment en extension du service imagerie (surface d'environ 200m²),
- La rénovation intérieure de la zone accueil/secrétariat du service imagerie (surface d'environ 60m²),
- Des travaux sur les réseaux existants du site afin de permettre les raccordements fluides de l'extension,
- L'aménagement des voiries et des espaces verts, au pourtour de la nouvelle construction.

Le maintien de l'activité hospitalière devra être garantie tout au long des travaux de construction et de rénovation. Aucune interruption de l'activité du site n'est envisageable.

Les modalités précises de phasage sont définies notamment via le planning OPC joint au marché.

Les travaux sont définis au C.C.A.P. et aux C.C.T.P. (et dans les documents annexes) et **sont répartis en 8 lots.**

Lieu d'exécution :

CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE MONTDIDIER-ROYE
25 Rue Amand de Vienne
80500 Montdidier

1.2. Mode de passation et forme du contrat

La présente consultation est passée suivant une **procédure adaptée ouverte** avec possibilité de négociation librement définie par l'acheteur, en application des articles L. 2123-1-1°, R. 2123-1-1°, R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique (C.C.P.).

Ce marché comporte des conditions particulières d'exécution liées à l'environnement, mais pas au domaine social.

Il s'agit d'un **marché ordinaire**, conclu à **prix global et forfaitaire**.

1.3. Décomposition du marché

1.3.1 Allotissement

Conformément aux dispositions de l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique (C.C.P.), la présente consultation est allotie.

Il est décomposé en **8 lots**.

- Lot 1 Gros-œuvre étendu
 - Lot 1.1 Gros œuvre et isolation extérieure
 - Lot 1.2 Menuiseries extérieures et serrureries
- Lot 2 Couverture étanchéité
- Lot 3 CVC Plomberie
- Lot 4 Electricité
- Lot 5 Fluides médicaux
- Lot 6 Menuiseries intérieures Plâtreries
- Lot 7 Peintures Sols collés
- Lot 8 VRD

Le lot principal est le lot 1.

Chaque lot fera l'objet d'un marché distinct.

1.3.2 Décomposition en tranches

Ce marché ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches au sens des articles R. 2191-13 et R. 2191-14 du C.C.P.

1.3.3 Variantes

1.3.3.1. Variantes autorisées

La présentation de variantes libres n'est pas autorisée.

1.3.3.2. Variantes exigées

Le présent marché ne comporte pas de variante exigée.

1.4. Représentation des parties

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le titulaire" sont précisées à l'acte d'engagement.

Le titulaire est soit un candidat individuel soit un groupement d'entreprise.

Les modalités spécifiques au groupement d'entreprises sont détaillées à l'article 1.7.1 du présent C.C.A.P.

En cas de groupement conjoint, il est précisé que le mandataire est solidaire des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur, jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage peut demander un changement d'interlocuteur ; ce changement doit alors être effectif sous deux semaines à compter de la demande.

1.5. Parties et intervenants à l'opération

1.5.1 Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

1.5.2 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement :

- Architecte (mandataire) :

SELARL Agence Guillou
15 Rue Eugène MASCART, 59570 BAVAY

- Bureau d'études techniques (cotraitant) :

BTC
41 Place Saint-Pierre, 59114 STEENVOORDE

Les missions confiées sont :

Mission de base :

<i>Eléments de mission</i>	<i>Libellé</i>
ESQ	Etudes d'Esquisse
APS	Etudes d'Avant-Projet Sommaire
APD	Etudes d'Avant-Projet Définitif
PRO	Études de Projet
ACT	Assistance pour la passation des Contrats de Travaux
VISA	Visa des études d'exécution
DET	Direction de l'Exécution des Travaux
AOR	Assistance aux Opérations de Réception

Missions complémentaires :



<i>Eléments de mission</i>	<i>Libellé</i>
SYN	Synthèse
CSSI	Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie

1.5.3 Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission OPC est réalisée par :

BTC

41 Place Saint-Pierre, 59114 STEENVOORDE

1.5.4 Contrôle technique

Les travaux du présent marché sont soumis au contrôle technique au sens de la loi du 4 janvier 1978 dans les conditions du C.C.A.P.

Le contrôleur technique est :

SOCOTEC – Agence d'Amiens

1 All. de la Pépinière, 80480 Dury

Ses missions sont : L, SEI, P1 (LP), PS, LE, F, PHH/PHA, TH, Hand, BRD, VRAT, VIELP.

1.5.5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette **opération de niveau II** sera assurée par le coordonnateur :

BUREAU VERITAS – Agence d'Amiens

1 Place Des Pins, 80480 Dury

Les remarques formulées au cours de l'exécution du marché par le C.S.P.S. ne pourront faire l'objet d'aucune majoration de coûts.

1.5.6- Informations réciproques des parties

- Informations données par le maître d'ouvrage au titulaire pendant l'exécution du marché :

Le maître d'ouvrage communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution du présent marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- De toute observation ou de tout document adressé directement au maître d'ouvrage par les autres intervenants.

- Informations données par le titulaire au maître d'ouvrage :

Le titulaire communique au maître d'ouvrage toutes les informations ou pièces dont il serait seul

destinataire et dont la connaissance est utile au maître d'ouvrage.

- Confidentialité :

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, ont reçu Communication d'informations, de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation écrite du Maître d'Ouvrage, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

1.6. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations ou travaux similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1.7. Cotraitance et sous-traitance

1.7.1 Cotraitance

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie du marché qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du maître d'ouvrage, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec le maître d'ouvrage.

À ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

► Remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment :

- Faire signer le marché et les actes modificatifs (avenants) par chacun des membres.

Ou

- Signer le marché et les actes modificatifs (avenants), si le mandataire dispose des pouvoirs

nécessaires.

- Transmettre au maître d'ouvrage les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre.

- Transmettre aux membres concernés du groupement les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du maître d'ouvrage ou de son représentant.

- Remettre, au maître d'ouvrage, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché, les documents dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation.

Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au maître d'ouvrage après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations.

- Toute autre communication destinée au maître d'ouvrage est transmise : Par le membre du groupement concerné, à charge pour lui d'en informer préalablement le mandataire et les autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution du marché.

1.7.2 Sous-traitance

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera l'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces qui y sont demandées.

En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du C.C.A.G. Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est



exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

2. Pièces contractuelles

2.1. Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) du lot concerné et ses éventuelles annexes :
 - Annexe n°1 : la répartition des paiements en cas de groupement, le cas échéant,
 - Annexe n°2 : la ou les déclarations de sous-traitance éventuelles
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) commun à tous les lots
- L'étude géotechnique G2PRO
- Le rapport initial du bureau de contrôle (R.I.C.T.)
- Le cahier des clauses techniques communes (C.C.T.C.), et les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) propres à chaque lot et leurs annexes :
 - Les plans
- La notice de sécurité
- Le plan général de coordination sécurité et de prévention de la santé (P.G.C.S.P.S.) et ses annexes
- Le calendrier général détaillé d'exécution des travaux
- Le carnet de phasage
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) du lot concerné
- Le mémoire technique du titulaire

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu ci-dessus.

Le dossier de consultation constitue un ensemble indissociable, homogène et cohérent. Les pièces graphiques et écrites se complètent mutuellement.

Par ailleurs, des plans contiennent des informations à différentes échelles pour lesquelles certaines ne sont visibles que sur certaines d'entre elles.

De même, les documents de l'architecte contiennent des informations applicables à l'ensemble des lots.

La somme des informations était obligatoirement à prendre en compte par l'entreprise dans le cadre de l'élaboration de son offre ; ainsi qu'en cours d'exécution du marché.

En cas de contradiction, et lorsque l'ordre de préséance ne permet pas de lever celle-ci, l'entreprise est tenue : en premier lieu de demander des précisions sur le dossier afin de permettre au Maître d'œuvre de lever la contradiction ; éventuellement de prendre en compte la prestation ayant l'incidence financière la plus importante ce qui permettra, dans la cadre forfaitaire du Marché de réaliser l'une ou l'autre des prestations contradictoires, suivant la décision du Maître d'œuvre.

2.2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix (Mois Mo défini à l'article 5.2 du présent C.C.A.P.) :



1. Le code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019
2. Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
3. Les fascicules des Cahiers des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux du bâtiment passés au nom de l'Etat et de ses annexes.
4. Les cahiers des charges des Documents Techniques Unifiés (D.T.U.)
5. Les Cahiers des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (C.C.S. - D.T.U.)
6. En l'absence du C.C.S. - D.T.U., les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment.
7. Normes européennes et française (CEN) homologuées et éditées par l'AFNOR
8. Les avis techniques en vigueur
9. les différents textes réglementaires concernant l'acoustique
10. La réglementation thermique dite RT existante par élément
11. Le règlement sanitaire départemental
12. La réglementation relative à l'accès des bâtiments aux personnes handicapées physiques
13. La réglementation relative à la sécurité et à la protection de la santé
14. L'ensemble des textes administratifs ou techniques auxquels par sa nature est soumise l'opération et visé dans les C.C.T.P. et leurs annexes.

3. Forme des notifications et informations au titulaire

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques.
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.1. Ordres de service

Conformément à l'article 3.8.1 du C.C.A.G. Travaux, les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée.

Un ordre de service comporte au moins :

- la référence au marché,
- la désignation des travaux (nature et quantité),
- le délai ou la date limite d'exécution.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre qui entraînent une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant sont accompagnés du justificatif de la validation préalable par le maître d'ouvrage.



3.2. Observations

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

3.3. Etat des lieux

Le titulaire du lot 1 aura à ses frais et à sa charge l'organisation d'un constat d'huissier contradictoire sur l'état du site, des ouvrages bâtis avoisinants et des voies publiques et privés aux abords immédiats du chantier.

Les participants seront :

- La maîtrise d'ouvrage,
- La Maîtrise d'œuvre,
- Les concessionnaires et services municipaux si nécessaire,
- Le titulaire du lot 1.

Ces constats seront effectués avant le démarrage des travaux et après leur achèvement.

Les frais relatifs à la reproduction et à la diffusion des constats sont à la charge de l'organisateur du constat cité ci-dessus.

Toutes dégradations constatées sur ces avoisinants feront l'objet d'une remise en état par l'entrepreneur responsable de ces dégradations.

Dans le cas où le titulaire est responsable de toute dégradation et/ou désordre susceptible d'affecter les ouvrages voisins, il s'engage à relever et garantir le maître d'ouvrage de tout recours qui lui serait fait à ce titre.

3.4. Connaissance des lieux et des prestations à effectuer

Le titulaire, doit, conformément aux dispositions légales ou réglementaires en vigueur à la date de notification du marché, le complet achèvement de tous les travaux suivant les règles de l'art et la parfaite utilisation de l'ouvrage.

Il reconnaît avoir une parfaite connaissance des lieux et de l'ouvrage dans la mesure où ces renseignements peuvent être raisonnablement obtenus lors de l'éventuelle visite des lieux et des études qui ont été faites par la maîtrise d'œuvre et qui sont à sa disposition, ainsi que de toutes les contraintes ou sujétions y afférent et avoir eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soient effectués tous sondages ou reconnaissances de quelque nature que ce soit nécessaires à l'exécution parfaite de ses prestations.

Il ne pourra arguer en aucune façon, de l'absence ou de l'insuffisance d'informations ou de renseignements postérieurement à la notification du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

Les conséquences des erreurs et carences du titulaire dans sa collecte des renseignements ne peuvent que demeurer à sa charge.



L'Entreprise est réputée :

- avoir pris connaissance du plan masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, lieux, terrains d'implantation des ouvrages, et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux susceptibles d'exercer une influence sur leur exécution,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et
- Totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises, notamment celles données par les plans, dessins d'exécution, devis descriptif, s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, s'être entourée de tous les renseignements complémentaires éventuels auprès du Maître d'œuvre, avoir pris connaissance des dispositions concernant le respect des règlements en matière d'isolation acoustique et d'isolation thermique.
- avoir pris connaissance des prestations prévues aux autres lots.

3.5. Langue du marché

L'ensemble des documents échangés (correspondances, notices, plans, etc.) et des dossiers de travail et de fin de chantier (D.O.E., D.I.U.O....) seront rédigés en langue française. Les réunions seront tenues en langue française.

Le titulaire est tenu de désigner une équipe d'encadrement ayant la maîtrise de la langue française.

4. Durée et délais d'exécution

4.1. Durée du marché et délai global d'exécution

4.1.1 Durée du marché

La **durée du marché s'étend de la date de notification jusqu'à la fin de l'année de parfait achèvement des travaux** pour chacun des lots.

La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

4.1.2 Délai global d'exécution

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, il est prévu une **période de préparation** de chantier d'une durée de **6 semaines – réduite à 4 semaines pour le lot 8**.

Cette période de préparation débute à la date fixée par ordre de service (O.S.) prescrivant son démarrage, ou à défaut à compter de la date de notification du marché.

Le **délai maximum d'exécution des travaux de l'ensemble des lots** est de **9,5 mois**.

Il part à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire du lot concerné de commencer les travaux lui incombant, ou à défaut à compter de sa date de notification. Cet O.S.

pourra être notifié durant la phase préparatoire.

Le délai d'exécution des travaux propre à chacun des lots s'insère dans le délai maximum d'exécution des travaux susmentionné, conformément au calendrier prévisionnel général d'exécution des travaux joint dans le Dossier de Consultation des Entreprises, calendrier qui sera mis au point en début d'exécution du marché avec les différents intervenants.

Conformément au calendrier prévisionnel des études et des travaux, le **délai global** prévu **pour l'exécution de l'ensemble des prestations et travaux objets du marché (préparation + travaux)** est de **11 mois**.

4.2. Prolongation des délais d'exécution

Les dispositions de l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux sont applicables.

4.3. Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré à partir du calendrier prévisionnel par le responsable de la mission d'ordonnancement-pilotage-coordination (OPC) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux.

Il indique en outre pour chacun des lots la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre ainsi que la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives du titulaire sur le chantier.

Après acceptation par les titulaires, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée au présent C.C.A.P.

Durant la période de préparation et dans le cadre de son marché, le titulaire du marché devra communiquer au Pilote, qui assure la mission d'OPC, les renseignements qui lui sont nécessaires pour établir le calendrier détaillé d'exécution à partir des prestations définies ci-avant.

Le calendrier détaillé d'exécution fait apparaître :

D'une part :

- les délais d'études et d'approbation des plans
- les présentations d'échantillons
- les commandes et les délais d'approvisionnement
- les délais de fabrication hors chantier
- les dates de livraison des matériaux et matériels sur le chantier

D'autre part, en liaison avec les éléments cités ci-dessus :

- les tâches d'exécution détaillées de chaque lot, chaque tâche, seront décomposées en sous-tâches détaillées d'une durée de deux semaines maximums
- la liaison des tâches entre elles (enchaînement), le chemin critique sera détaillé et représenté graphiquement (liaisons et durées)

- les essais, tests, mises en route des installations
- les opérations préalables à la réception
- les marges libres entre les tâches
- Les délais de levée des réserves
- La date de passage de la commission de sécurité

L'OPC pourra demander aux entrepreneurs de fournir tout calendrier détaillé complémentaire, comme par exemple :

- calendrier d'établissement et de production de plans et documents
- calendrier de présentations d'échantillons
- calendrier des travaux préparatoires, comme par exemple les installations de chantier

L'entrepreneur est tenu de respecter les dates, échéances et délais fixées au calendrier détaillé d'exécution.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par l'OPC.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le responsable de la mission d'O.P.C. peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution de l'ensemble des lots fixé dans le présent C.C.A.P. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsables du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage. Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'acte modificatif (avenant), s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

D) Les variations des délais particuliers d'exécution d'ouvrage entre le calendrier prévisionnel et le calendrier détaillé d'exécution ne pourront donner lieu à aucune indemnité, plus-value, ou sur-location.

4.4. Contraintes liées aux intempéries

Les dispositions de l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux seront appliquées.

Les délais pourront faire l'objet de prolongation si les conditions météorologiques (température, neige, pluie) ne sont pas compatibles avec les conditions de mise en œuvre fixées par des textes réglementaires (DTU – avis technique). La constatation « journalière » doit être signalée au maître d'œuvre par courriel, le jour où le phénomène est constaté avec copie au maître d'ouvrage.

L'entreprise ne pourra en aucun cas prétendre à une indemnité du fait de la prolongation des délais pour raison d'intempéries validées par le maître d'œuvre.

Pluie : 15mm entre 8h et 18h ;

Neige : 5 cm sur une journée Durée limite : 1 jour ;

Gel : - 2 °C à 10h pendant 2h ;

Vent : 50 Km/h au sol ;

Verglas : rendant impraticable le transport ;

Brouillard : visibilité 40m

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes est la station météorologique de GLISY (Somme) - station météo France.

5. Prix

5.1. Contenu et caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application d'un **prix global et forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et détaillé dans la D.P.G.F. du lot concerné.**

Le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) présente les prix unitaires ayant seuls une valeur contractuelle. Le titulaire s'engage à effectuer les travaux et prestations nécessaires pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités livrées et exécutées.

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les ouvrages ou prestations seront réglés pour chacun des lots selon les stipulations de l'acte d'engagement en tenant compte :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.
- des dépenses communes de chantier telles que stipulées dans les C.C.T.P.
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets conformément à la législation en vigueur.
- des sujétions liées à l'intervention dans le contexte existant et particulier du chantier. Pour la partie structures par exemple, chaque intervention sur l'existant nécessite préalablement que soient vérifiés / diagnostiqués les ouvrages existants et que soient réalisés des relevés géométriques. Ce diagnostic comprend la recherche de toutes les données sur les ouvrages existants en exploitant les données issues des documents indicatifs joints à l'offre. Dans le cadre de son offre, l'entreprise doit ainsi : d'une part avoir faire la lecture des documents en sa possession (outre le dossier de la MOE) et d'autre part, prévoir des sondages et relevés complémentaires (adaptés à la connaissance particulière des ouvrages au droit des travaux).
- des sujétions de protection des ouvrages existants conservés et de confinement des nuisances.
- des sujétions liées à l'intervention dans l'emprise des existants, sur une parcelle fermée, avec des accès limités, etc.... suivant le plan de principe d'installation de chantier et les documents du C.S.P.S.
- des sujétions que sont susceptibles d'entraîner l'exécution simultanée des différents lots visés dans le présent document.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du C.C.A.G. Travaux.

L'entrepreneur de chaque lot est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux de son lot et des autres lots.

Le prix global et forfaitaire du marché porté à l'acte d'engagement du titulaire s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- En cours d'exécution, le titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune erreur ou omission figurant dans les pièces du marché pour refuser l'exécution des ouvrages nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages ou pour remettre en cause les conditions de délais ou de prix.



- Le titulaire doit, tant au niveau des études que de l'exécution des ouvrages, respecter toute réglementation ou norme en vigueur applicable à ses prestations, alors même que cette réglementation ou norme n'est pas visée par les pièces contractuelles.
- Sauf exception explicitement mentionnée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), le fait pour le titulaire d'effectuer soit la pose, soit l'installation d'un appareil ou d'un matériau, implique la fourniture de cet appareil ou de ce matériau, à neuf.
- Lorsque les documents contractuels contiennent des recommandations ou des suggestions quant à l'utilisation de certaines méthodes ou procédés de construction, le titulaire reconnaît qu'il emploie ces méthodes ou procédés de construction uniquement après s'être assuré de leur exactitude, de leur fiabilité et de leur adéquation aux circonstances.
- Il reconnaît avoir procédé à tous les calculs, vérifications, études et déterminations qu'il estime nécessaires, afin d'obtenir tous éclaircissements ou informations de toute nature.
- Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel ces ouvrages sont destinés (prestations annexes et détails nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents du marché).
- Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre.

Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

5.2. Variation des prix

Le présent marché est passé à **prix révisable par application de formule**.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception de l'offre finale* du titulaire. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

** Dans l'hypothèse où il aurait été procédé à des négociations avec les entreprises et que ces dernières auraient remis une nouvelle offre, la date limite de réception prise en compte pour définir le mois zéro sera celle de leur dernière offre (= offre finale).*

Ils sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

$$P = 0,15 P_0 + 0,85 P_0 \times C_n$$

Où :

Cn = selon le lot et la formule ci-après :

Lot(s)	Intitulé	Formule	Prix concernés
1	Gros-œuvre étendu	$C_n = (BT01 \text{ m-3} / BT01 \text{ m0-3})$	Tous les prix de la D.P.G.F.
2	Couverture, étanchéité	$C_n = (BT53 \text{ m-3} / BT53 \text{ m0-3})$	



3	Plomberie sanitaires CVC	$C_n = 0.20 \times (BT38 \text{ m-3} / BT38 \text{ m0-3})$ $+ 0.80 \times (BT41 \text{ m-3} / BT41 \text{ m0-3})$
4	Electricité CF- Cf	$C_n = (BT47 \text{ m-3} / BT47 \text{ m0-3})$
5	Fluides Médicaux	$C_n = (BT01 \text{ m-3} / BT01 \text{ m0-3})$
6	Menuiseries Intérieures / Plâtreries	$C_n = 0.50 \times (BT18a \text{ m-3} / BT18a \text{ m0-3})$ $+ 0.50 \times (BT08 \text{ m-3} / BT08 \text{ m0-3})$
7	Peinture / Sols collés	$C_n = 0.50 \times (BT46 \text{ m-3} / BT46 \text{ m0-3})$ $+ 0.50 \times (BT10 \text{ m-3} / BT10 \text{ m0-3})$
8	VRD	$C_n = (TP01 \text{ m-3} / TP01 \text{ m0-3})$

selon les dispositions suivantes :

- P = Prix révisé au mois m
- P0 = Prix du marché au mois m0
- Index BTXXm-3 = index de référence pris au mois de réalisation des travaux *moins 3 mois (par dérogation au 9.4.4 du CCAG)*
- Index BTXXm0-3 m = index de référence au mois de la date limite de réception de l'offre finale *moins 3 mois (par dérogation au 9.4.4 du CCAG)*
- Cn : coefficient de révision.

Cn étant arrondi au millième supérieur.

Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Intitulé	Code(s)	Libellé	Pourcentage
1	Gros-œuvre	BT01	Index du bâtiment - BT 01 - Tous corps d'état - Base 2010 - Identifiant 001710986	100 %
2	Couverture, étanchéité	BT53	Index du bâtiment - BT53 - Étanchéité - Base 2010 - Identifiant 001710985	100 %
3	Plomberie sanitaires CVC	BT38	Index du bâtiment - BT38 - Plomberie sanitaire (y compris appareils) - Base 2010 Identifiant 001710972	20 %
		BT41	Index du bâtiment - BT41 - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010 - Identifiant 001710974	80 %
4	Electricité CF-Cf	BT47	Index du bâtiment - BT47 - Électricité - Base 2010 - Identifiant 001710979	100 %
5	Fluides Médicaux	BT01	Index du bâtiment - BT 01 - Tous corps d'état - Base 2010 - Identifiant 001710986	100 %



6	Menuiseries Intérieures / Plâtreries	BT18a	Index du bâtiment - BT18a - Menuiserie intérieure - Base 2010 - Identifiant 001710962	50 %
		BT08	Index du bâtiment - BT08 - Plâtre et préfabriqués - Base 2010 - Identifiant 001710954	50 %
7	Peinture / Sols collés	BT46	Index du bâtiment - BT46 - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010 - Identifiant 001710978	50 %
		BT10	Index du bâtiment - BT10 - Revêtements en plastiques - Base 2010 - Identifiant : 001710956	50 %
8	VRD Paysage	TP01	Index Travaux Publics - TP01 - Index général tous travaux - Base 2010 - Identifiant 001711007	100 %

5.3. Application de la TVA

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

5.4. Répartition des dépenses communes

Les dépenses d'intérêt commun qui ne correspondent pas à des travaux ou prestations prévus dans les C.C.T.P. et C.C.A.P. et qui ne sont pas affectées comme indiqué ci-dessous, seront inscrites à un compte spécial dit « compte prorata » qu'il appartiendra aux entreprises de constituer et de gérer dans les conditions qu'elles détermineront.

Les **dépenses communes d'entretien et d'investissement du chantier** sont réputées rémunérées par les prix du contrat conclu par le titulaire concerné qui en supporte seul les frais.

Les **dépenses sur compte prorata**, dans les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet d'une répartition forfaitaire.

Font notamment l'objet d'une répartition forfaitaire, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée, les dépenses indiquées ci-après :

- Frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable.
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert.
 - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé.
- Frais de nettoyage.

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ; elle fera son affaire de l'évacuation de ses propres déchets, dans les conditions fixées à l'article "Gestion des déchets" ci-dessous.



- chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.
- l'entreprise du lot 1 a la charge de l'enlèvement des déblais excédentaires et de leur transport aux décharges publiques, dans les conditions fixées à l'article "Gestion des déchets" ci-dessous.

Les dépenses de consommation font l'objet d'une répartition forfaitaire dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise déterminée, les dépenses indiquées ci-après :

- quittances d'eau, d'électricité, de téléphone et de télécopie;
- frais d'exploitation des ascenseurs de chantier;
- chauffage du chantier, y compris combustibles pour les essais;
- frais de remise en état des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable ;
- frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés dans les cas suivants :
 - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert ;
 - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur d'un lot déterminé ;
 - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers.

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) est celui du lot 01 : il procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires.

En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Si le marché relatif à un lot est résilié, la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par le titulaire défaillant devra être assurée par le titulaire du lot 1 jusqu'à la désignation d'un nouveau titulaire et ce, sans avoir à supporter la charge des dépenses justifiées entraînées par cette garde.

5.5. Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du C.C.A.G. Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

6. Clauses de financement et de sûreté

6.1. Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le

montant initial du marché est supérieur à 50 000 € H.T. et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Conformément à l'article B.10.1. du C.C.A.G. Travaux (option B), le montant de l'avance sera égal à 10 % du montant initial du marché, si la durée de son exécution est égale ou inférieure à un an.

Si ce délai est supérieur à un an, le montant de l'avance est fixé à 10 % d'une somme égale à douze fois le montant initial - toutes taxes comprises - du marché, divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

6.2. Garanties financières de l'avance

Il sera exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf si le titulaire est un organisme public. La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

L'acheteur n'accepte pas qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

Les sûretés seront libérées à la fin de la résorption de l'avance.

6.3. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des actes modificatifs = avenants) sera constituée.

Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Le titulaire pourra remplacer la retenue de garantie par une garantie à première demande.

L'acheteur n'accepte pas de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée, dans ce délai, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. La mise en œuvre de la retenue de garantie est encadrée par les articles R. 2191-34 à R. 2191-42 du code de la commande publique.



7. Règlement des comptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établi et réglé comme il est indiqué à l'article 12 du C.C.A.G. Travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

7.1. Présentation des factures au format dématérialisé

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO

La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement (Code Service);
- 6° La date d'exécution des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts est :

ETABLISSEMENT	N° SIRET
CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL MONTDIDIER ROYE	268 000 163 00017

7.2. Demandes de paiement

7.2.1 Demande de paiement d'acomptes

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés pour les marchés à prix forfaitaire. Les décompositions de prix des acomptes mensuels et du solde seront obligatoirement établies selon la décomposition de prix fournie au marché.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG travaux, les états de situations seront payables à 95 % à la réception.

Les 5 % restant seront payables comme suit :

- 3 % à la levée des réserves ;
- 1 % à la remise des DOE ;
- 1 % à la validation du quitus du compte prorata par l'entreprise en ayant la gestion ;

Nota Bene :

- Les sous-traitants du titulaire du marché doivent être payés avant la réception des travaux, sous réserve de la bonne exécution des prestations.
- Le maître d'ouvrage pourra retenir les sommes dues au titre du compte prorata sur le solde, si le quitus n'est pas obtenu au plus tard 15 jours après relance du maître d'ouvrage.

La facturation des avenants se fera conjointement à la facturation du marché de base. Les décompositions de prix sera établie sur la base de chaque avenant. Sur les acomptes mensuels et sur le solde, Les avenant apparaitront dissociés du marché de base.

7.2.2 Demande de paiement final

Par dérogation à l'article 12.3.2 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire transmet au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

- date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du C.C.A.G.,
- date de remise des documents demandés en application de l'article 40 du C.C.A.G. et du présent C.C.A.P.,
- date d'application de la retenue définitive dans les conditions définies ci-dessous

Par dérogation à l'article 12.3.1 du CCAG travaux, le titulaire joint à sa demande de paiement final le récapitulatif des paiements qu'il a reçu dans le cadre de son marché, en précisant pour chacun les dates effectives des virements et les montants perçus.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du C.C.A.G. Travaux :

- L'acheteur disposera d'un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général.
- Lorsque le titulaire notifie au représentant de l'acheteur, avec copie au maître d'œuvre, un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l'article 12.4.4 du C.C.A.G. et qu'en l'absence de notification du décompte général par le maître d'ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif. A défaut de cette indication, en l'absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

7.2.3 Réception avec réserve

Par dérogation à l'article 12.4.2 du C.C.A.G. Travaux, lorsque la réception est prononcée avec réserves et que les réserves ne sont pas levées au moment de l'établissement du décompte général, le maître d'ouvrage ne signe le projet de décompte général qu'après la levée de la dernière des réserves.

Dans le cas où la levée des réserves est confiée à une autre entreprise, la signature du projet de décompte général n'interviendra qu'après règlement définitif du nouveau du marché. Il intégrera le montant des sommes engagées pour la réalisation des travaux nécessaires à la levée des réserves à la réception.

Le projet de décompte général devenu le décompte général est notifié au titulaire par le maître d'ouvrage à la plus tardive des dates ci-après :

- 30 jours à compter de la levée de la dernière des réserves.
- 30 jours à compter du règlement définitif du nouveau du marché.

7.2.4 Paiements des cotraitants et des sous-traitants

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au donneur d'ordre la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant, l'acheteur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

7.2.5 Présentation des factures

La facturation devra rappeler les références du marché et mentionner les éléments de calculs des prix.

Les décomptes, factures et mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier,
- Le numéro et la date de notification du marché et de chaque acte modificatif (avenant),
- La prestation exécutée ou livrée,
- Le cas échéant le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service,
- La période sur laquelle porte la facturation,
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée ou livrée,
- Le taux et le montant de la TVA.

7.3. Délai global de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jour(s) à compter de la réception de la demande d'acompte par le maître d'œuvre ou, pour le solde, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8. Pénalités

L'application de pénalités se fera sur proposition à la M.O.A. de la M.O.E. et/ou de l'O.P.C.

L'application de pénalités sera justifiée au regard du réel caractère critique sur les enchaînements de tâches et / ou délais unitaires ou globaux de l'opération.

Le calcul précis d'obtention du montant sera obligatoirement indiqué à l'entreprise concernée.

Les différentes applications des pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G.-Travaux le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

8.1. Sanctions liées à l'exécution technique du chantier

- a) Retards dans la remise de documents avant exécution :

Les plans, documents, devis, notes, de calcul, etc... à fournir avant exécution par le titulaire, devront être remis conformément au calendrier d'exécution ou sur simple demande du maître d'œuvre et le cas échéant de l'O.P.C., du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS, dans un délai indiqué par eux.

A titre indicatif (liste non exhaustive), les retards suivants seront pénalisés :

- Retard de transmission des documents d'exécutions, plans, PV et documents techniques, et tous autres documents demandés par la maîtrise d'œuvre, le bureau de contrôle ou le contrôleur de sécurité,
- Retard dans la transmission du PPSPS,
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrage non prévus,
- Retard dans les documents nécessaires à la constitution ou à la mise à jour des dossiers à transmettre aux concessionnaires,
- Retard dans la remise de document administratif, de l'attestation d'assurance à jour,
- Etc.

Le montant de la sanction prévue est de **150 € par jour calendaire de retard et par document**.

Si le titulaire n'a pas remis ces pièces dans le délai, les délais pour approbation par les acteurs précédents sont décalés d'autant et le délai de réalisation des ouvrages restera inchangé.

Par ailleurs, pour l'établissement d'un document « Bon pour synthèse » ou « Bon pour exécution » ne prenant pas en compte les observations et l'un des acteurs de la direction de chantier (maître d'œuvre, contrôleur technique, etc...), le titulaire pourra également être sanctionné. Le montant de la sanction prévue est de **500 € par document**.

b) Retards sur le calendrier détaillé d'exécution :

Par dérogation à l'article 19.2.3 du C.C.A.G. Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution des travaux est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à **500 € par jour calendaire de retard les 15 premiers jours puis de 1500 € par jour calendaire de retard**.

En effet, en cas de retard sur fin de tâches ou jalons prévus au calendrier d'exécution des travaux, la pénalité susvisée pourra être appliquée au titulaire sur simple constatation du maître d'œuvre ou de l'OPC.

Le titulaire ne peut également pas contester l'application de ces pénalités au motif que les retards en question n'ont pas eu de conséquences sur le déroulement général du chantier, soit parce qu'ils n'étaient pas situés sur le « chemin critique » du calendrier, soit encore, dans le cas d'un chantier alloti, parce que les entreprises intervenant à la suite ont réussi à résorber le retard pour livrer l'ouvrage à la date d'achèvement prévue.

c) Pénalités pour effectif insuffisant

Si, en cours de chantier, l'OPC ou le maître d'œuvre juge que l'effectif mis en place par un entrepreneur est insuffisant et nuit au bon déroulement des travaux, l'Entrepreneur s'étant engagé à maintenir sur le chantier le personnel nécessaire à la bonne exécution des travaux, il sera appliqué une pénalité égale à **200 € par jour calendaire** et ceci jusqu'au jour où le nombre d'ouvriers sera redevenu satisfaisant sur le chantier.

Cette pénalité est applicable sur simple constatation de l'OPC ou du maître d'œuvre.

Cette pénalité versée viendra en réduction de celles qui pourraient être dues au titre du dépassement du délai contractuel.

Toutefois, si en fin de chantier les deux conditions ci-après sont remplies, l'entrepreneur sera exonéré de cette pénalité si :

- aucun retard n'était constaté sur le lot de l'entrepreneur ;
- l'entrepreneur n'a pas perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots ;

d) Retards dans la remise de documents après exécution :

En cas de retard dans la remise de documents après exécution, le montant de la sanction prévue est de **100 € par jour calendaire de retard**.

Si, au bout de 4 semaines (28 jours calendaires) après la date d'achèvement retenue lors de la décision de réception, le Dossier des Ouvrage Exécutés n'a toujours pas été remis et accepté par le Maître d'œuvre et/ou le Maître d'Ouvrage, le titulaire encourt une pénalité définitive de 3% du montant de son marché, qui se substitue à la sanction pour retard précité.

e) Pénalités pour retard dans les levées des réserves :

Si le titulaire n'a pas remédié, dans le délai fixé, aux imperfections et malfaçons faisant l'objet de réserves assorties au procès-verbal de réception, il est susceptible de se voir appliquer une sanction jusqu'à la date à laquelle l'ensemble des réserves formulées aura été levé.

Le montant de la sanction prévue est de **150 € par jour calendaire** de retard les 15 premiers jours puis de 500 € par jour calendaire de retard.

8.2. Sanctions liées aux activités et exigences transverses de chantier

a) Absence ou retard aux rendez-vous :

Le Maître d'œuvre se réserve le droit, à son initiative et s'il le juge nécessaire, de convoquer le titulaire sur le chantier ou en tout autre lieu, au jour et à l'heure fixée par lui.

La présence d'un représentant du titulaire maniant correctement la langue française est exigée pour assurer un suivi en bonne compréhension avec le maître d'œuvre.

Si le titulaire est absent et non excusé ou en retard de plus d'1/4 d'heure, ou ne se fait pas représenté par un délégué qualifié aux rendez-vous de chantier, de coordination, ou toute réunion d'ordre administratif ou technique, à toute convocation du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, le cas échéant de l'OPC, du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS ou du coordonnateur SSI, il est susceptible de se voir appliquer une sanction à chaque fois qu'il est défaillant. Le montant de la sanction prévue est de **150 € par défaillance**.

Absence excusée : Pour être excusé, un entrepreneur qui a été dûment convoqué doit contacter par téléphone l'OPC et le Maître d'œuvre afin :

- de répondre à toutes les questions que ces derniers comptaient lui poser en réunion,
- de recevoir les consignes prévues pour lui lors de la réunion à laquelle il a été convoqué.

Cette prise de contact téléphonique doit être établie avant la réunion. Le maître d'œuvre pourra à l'issue de l'échange considérer l'absence comme excusée.



b) Hygiène et sécurité :

Sanctions pour non-respect des conditions d'hygiène et de sécurité, dans le cas de :

- non-réalisation de la Visite d'Inspection Commune d'un sous-traitant avant son intervention,
- non-respect des clauses du P.G.C., convocations, consignes, notifications du Registre Journal,
- non-respect des exigences concernant la mise en place des locaux vestiaires et armoires, la restauration sur le chantier...
- présence de personnes non déclarées,
- **carence de protection efficace de zones d'intervention et isolement de la zone de chantier** (notamment vis-à-vis des équipements maintenus en exploitation...), des matériels de chantier, permis feu, etc...
- non-respect des observations faites par le coordinateur SPS,
- et plus généralement, non-respect de la réglementation en la matière, le montant de la sanction prévue est de **500 € par défaillance**.

c) Organisation de chantier :

▪ *Non-libération au fur à mesure de l'avancement des travaux*

En cas de retard dans l'enlèvement du matériel et des matériaux sans emploi, par exemple à l'intérieur des locaux construits, à l'expiration des délais fixés dans le calendrier détaillé d'exécution au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire est tenu de libérer les zones au fur et à mesure de l'avancement des travaux.

Dans le cas contraire, le montant de la sanction prévue est de **500 € par jour calendaire de retard**.

▪ *Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux*

Le délai d'exécution inclut le repli des installations de chantier et la remise en état des lieux. En dépit de cette obligation, la réception est prononcée sans que la remise en état des lieux ait été opérée, le respect de cette obligation fera l'objet d'une réserve et une sanction est susceptible d'être appliquée à l'encontre de l'entrepreneur défaillant.

Le montant de la sanction prévue est de **500 € par jour calendaire de retard**.

Le représentant du pouvoir adjudicateur pourra compléter cette sanction, à l'expiration d'un délai de 7 jours à compter de la date de notification de la mise en demeure demeurée vaine (date de l'accusé de réception par le titulaire dans le cas d'une notification par lettre recommandée), l'exécution aux frais et risques du titulaire, par une société spécialisée de son choix.

▪ *Autres dysfonctionnements*

D'une manière générale, en cas de non-respect des stipulations contractuelles prévues dans les documents d'organisation de chantier, le titulaire est susceptible de se voir appliquer une sanction.

Il s'agira là notamment :

- des défauts d'utilisation de dispositifs de nettoyage et décroûtage des engins avant sortie du chantier,
- des défauts de nettoyage des zones de chantier, de leurs accès, des voies publiques, des domaines privés ou publics à proximité des zones d'intervention,
- des défauts de signalisation ou protection efficace pour les travaux effectués sur le domaine public,
- de dépôt de matériel, matériaux, terres, gravois, en dehors des zones prescrites (zones de stockages indiqués par les documents d'installations et phasage) ou dans une benne inappropriée,
- de nuisances autres que bruit, encombrement de voirie,



- de carence d'ouverture ou de fermeture du chantier.

Le montant de la sanction prévue est de **500 € par infraction**.

d) Sanctions liées au « chantier à faibles nuisances » :

▪ *Manquements aux limitations de bruits et vibrations*

En cas de nuisance sonore ou vibratoire au-delà des normes et de la réglementation, il sera appliqué une pénalité de **500 € par infraction** en complément des frais engagés par le titulaire pour y remédier.

▪ *Autres manquements*

Le titulaire est susceptible de se voir appliquer une sanction à chaque nature d'infraction selon le tableau suivant :

Nature de l'infraction	Sanction
Dégradation de la voie publique	15 000 €
Brûlage, enfouissement, manquement caractérisé au tri sélectif des déchets ainsi qu'absence aux séances de sensibilisation de toutes personnes intervenantes sur l'opération.	1500 € /infraction
Non-respect des horaires du chantier, du plan de circulation, du stationnement des véhicules dans les zones non prévues à cet effet, le stockage des produits dangereux au-dehors des zones Réservées ainsi que la pollution des sols et des sous-sols...	1000 € /infraction
Végétation détériorée, salissures sur la voie publique, absence d'arrosage des sols par temps sec, stockage des fournitures et des matériels dans des espaces non prévus à cet effet et non- respect des prescriptions pour les nuisances.	500 € /infraction
Absence ou incomplétude des bordereaux de suivi des Déchets Inertes Banals (DIB).	200 € /bordereau
Absence ou incomplétude des bordereaux de suivi des Déchets Dangereux (DD).	2000 € /bordereau
Matériel de chantier non conforme.	150 € /jour de présence
Non-respect de toute autre disposition de la charte de chantier à faibles nuisances.	500 € /infraction

8.3. Délais et pénalités au titre de la garantie de parfait achèvement

Au titre de l'article 44.1 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire est tenu à une obligation dite « obligation de parfait achèvement ».

Pour les équipements, installations et ouvrages qui concourent à la sécurité des biens et des personnes, le titulaire devra intervenir **sous un délai maximum de 24h** à compter de la notification



par tous les biais de communication possibles d'une demande d'intervention dite « urgente » transmise par le M.O.E. ou le M.O.A.

Pour toute autre intervention le délai d'intervention est fixé à 7 jours à compter de la notification de la demande.

Les délais de réparation seront fixés lors du constat contradictoire effectué entre le titulaire et le M.O.E. ou le M.O.A. Les délais de réparation ne pourront excéder 15 jours.

En cas de retard le titulaire encourt une pénalité arrêtée à la somme forfaitaire de :

- Intervention « normale » : **100 € par jour calendaire de retard.**
- Intervention « urgente » : **500 € par jour calendaire de retard.**

8.4. Défaillance dans le nettoyage

Retard dans le nettoyage du chantier applicable sur simple constat ou demande du M.O.E. ou de l'O.P.C. indiqués aux comptes rendus de chantier. : **250 € par jour calendaire en défaut de nettoyage** dans les délais fixés.

En cas de défaillance dans la gestion de l'état de propreté impeccable des zones de travaux une **pénalité forfaitaire de 250 € par jour calendaire en défaut** sera appliquée.

8.5. Désignation d'un sous-traitant

Retards dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé et ayant des conséquences sur le démarrage prévu dans le calendrier détaillé d'exécution : **250 € par jour calendaire de retard.**

8.6. Echantillons / Prototypes

Retards dans la présentation d'échantillon de matériaux et matériels de construction : **150 € par échantillon / prototypes et par jour calendaire de retard.**

Les attendus calendaires sont portés sur le calendrier détaillé d'exécution ou calendrier D.C.E.

8.7. Rapports d'essais

Pour chaque essai normalisé prévu dans les phases concernées en fin d'opération, une pénalité de l'ordre de **25 % du montant H.T. de ce rapport d'essai** sera appliquée en cas de défaillance constatée.

8.8. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.



8.9. Exonération de pénalités

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG travaux, les exonérations de pénalités (partielle ou totale) ne peuvent se faire que sur accord du maître d'ouvrage et ce quel que soit le montant de la pénalité encourue. L'accord devra être formalisé par un acte modificatif (avenant) au marché, par une transaction ou lors de la notification du décompte général par le maître d'ouvrage au titulaire du marché.

9. Provenance, vérification, prise en charge et implantation du ou des ouvrages

9.1. Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de la construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

9.2. Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le C.C.T.P. définit les éventuels compléments et dérogations à apporter aux dispositions du C.C.A.G. et du C.C.T.G. concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.

Le C.C.T.P. précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur.

Le maître d'ouvrage sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par la consultation :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils lui seront rémunérés conformément aux dispositions de l'article 13 du C.C.A.G. Travaux.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître d'ouvrage.

10. Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'ouvrage avant tout commencement des travaux par le titulaire.

10.1. Piquetage général

A la charge du lot 1 « Gros Œuvre », conformément au CCTP du lot 1.



10.2. Piquetage spécial des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

Le titulaire du lot 8 « VRD » devra le piquetage des réseaux existants et des piquetages complémentaires, conformément aux CCTP.

11. Préparation, coordination et exécution des travaux

11.1. Coordination des travaux et gestion des dépenses communes

Lorsque les marchés sont séparés, chaque marché comportera le présent C.C.A.P. et un acte d'engagement particulier auquel sera annexé un calendrier prévisionnel d'exécution des travaux lorsque ce calendrier sera nécessaire pour assurer l'exécution coordonnée des travaux.

11.1.1 Calendrier détaillé d'exécution des travaux

En complément des dispositions de l'article 4.3 du présent C.C.A.P., le calendrier détaillé d'exécution élaboré pendant la période de préparation se substituera au calendrier prévisionnel d'exécution des travaux dans les conditions fixées à l'article 28.2.3 du C.C.A.G. Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution pourra être modifié par ordre de service en cours de travaux, mais cette modification ne pourra, sauf accord des différents entrepreneurs, comporter une réduction du délai d'exécution. Ce document rectifié deviendra contractuel en lieu et place du précédent et servira à l'application de l'article "délais d'exécution" du présent C.C.A.P.

La notification d'un nouveau calendrier prévisionnel de travaux ne préjuge pas, s'il y a lieu, de l'application des pénalités de retard à l'encontre du (des) titulaire (s) des marchés responsable(s) du retard constaté et ne vaut pas acceptation d'une prolongation de délais par le maître d'ouvrage.

Toute prolongation du délai contractuel d'exécution des travaux devra faire l'objet d'une mention expresse et l'ordre de service ou l'acte modificatif (avenant), s'il y a lieu, devra en fixer l'importance.

11.1.2 Coordination des travaux

La coordination des travaux comprenant l'ordonnancement, le pilotage et la direction des travaux faisant l'objet du présent marché et de ceux faisant l'objet des autres marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage sera assurée par la personne indiquée à l'article 1.5.3 du présent C.C.A.P.

11.2. Période de préparation, programme d'exécution des travaux

Le titulaire du lot 01 – Gros Œuvre supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier.

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 28.1 du C.C.A.G. Travaux, elle est d'une durée de 6 semaines.

A l'exception du lot 8, pour lequel elle est réduite à 4 semaines.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service prescrivant son démarrage, ou à défaut à compter de sa date de notification.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du titulaire du lot n°01.

Il est prévu par la section 5 du décret n°94-1159 du 26.12.1994 modifié, l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (P.P.S.P.S.), après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants). Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation, depuis l'inspection commune.

Pendant la période de préparation de chantier, il est prévu à minima le respect des délais suivants :

- Constitution de l'équipe de conduite du chantier et désignation de la personne responsable pouvant être contactée pendant toute la durée du chantier : 10 jours.
- Remise des effectifs prévisionnels et encadrement : 15 jours.
- Remise du planning de décisions indiquant notamment les dates de désignation des sous-traitants : 30 jours.
- Etablissement des sous détails des prix unitaires (le cas échéant) : 20 jours.
- Mise au point des situations de travaux : 20 jours.
- Remise à l'O.P.C., du calendrier détaillé d'exécution des études et des travaux et des éléments Justificatifs permettant d'apprécier les délais, et décomposition en tâches élémentaires : 30 jours.
- Inspection commune et remise du P.P.S.P.S. : 30 jours.
- Remise des listes de plans, notes de calcul, échantillons, détails prévisionnels : 30 jours.
- Production du plan d'installation de chantier : 20 jours.
- Mise en place des installations de chantier et réalisation des voies et réseaux provisoires pour l'exécution des travaux : 30 jours.
- Etablissement du cahier des charges descriptif de réduction des nuisances dues au chantier : 30 jours.
- Etablissement des listes des prototypes, échantillons, matériaux, et PV : 60 jours pour la réalisation de locaux témoins et présentation de prototype.

La participation de l'entrepreneur à chacune des réunions de chantier durant la période de préparation est obligatoire.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages.

- Coordination des travaux :

La mission d'OPC est confiée à un intervenant extérieur désigné à l'article du présent C.C.A.P. A ce titre, il effectue les tâches d'ordonnancement, de pilotage et de coordination de l'ensemble des marchés concourant à la réalisation de l'ouvrage.

Cependant, chaque titulaire (ou mandataire de groupement le cas échéant) d'un marché est entièrement responsable de la coordination des différents postes fonctionnels de son marché.

11.3. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

11.3.1 Emplacement des installations de chantier

Le C.C.T.P. définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de

l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

11.3.2 Emplacements mis à disposition pour déblais

Le C.C.T.P. définit les emplacements qui seront mis à la disposition de l'entrepreneur pour les dépôts provisoires ou définitifs de tout ou partie des déblais et/ou des terres végétales.

11.3.3- Signalisation des chantiers

La signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

La signalisation des chantiers est réalisée dans les conditions prévues aux C.C.T.P.

11.3.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

A) Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « Coordonnateur S.P.S ».

B) Autorité du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

C) Moyens donnés au coordonnateur S.P.S.

1- Libre accès du coordonnateur S.P.S.

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier.

2- Obligations du titulaire

Le titulaire communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- le P.P.S.P.S. ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail ;

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur S.P.S. et les intervenants, définies dans le document visé au présent C.C.A.P.

Le titulaire informe le coordonnateur S.P.S. :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ;
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître de l'ouvrage.

A la demande du coordonnateur S.P.S. le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

D) Obligations du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au Respect des prescriptions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993.

E) Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.3.5 Plan d'assurance qualité

Il n'est pas prévu de plan d'assurance qualité.

11.3.6 Registre de chantier

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, conformément à l'article 28.5 du C.C.A.G. Travaux.



11.4. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du C.C.A.G. Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

11.5. Gestion des déchets de chantier

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai d'un mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

12. Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

12.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans le délai de 8 jours à compter de la date de la notification de la décision de réception, les titulaires devront avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, en particulier en ce qui concerne les conditions éventuellement décrites au présent C.C.A.P.

12.2. Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, dans le délai défini ci-dessous, les éléments constitutifs du D.O.E. et les éléments nécessaires à l'établissement du D.I.U.O. qui le concerne.

Le contenu du D.O.E. est fixé comme suit :

- les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- les constats d'évacuation des déchets

Par dérogation à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, une première version de l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au moins quinze jours avant la réception des ouvrages.

Le Titulaire disposera de 3 semaines à compter de la réception des éventuelles observations du Maître d'ouvrage, du Maître d'œuvre et de l'Exploitant portant sur cette première version pour en fournir une édition définitive.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre, dans le délai fixé ci-dessus, seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du C.C.A.G. Travaux, sauf les stipulations ci-dessous.

Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format PDF.

Les plans et les autres documents conformes à l'exécution seront fournis aux formats REVIT & DWG.

Ces documents seront fournis en 3 exemplaires papier et un exemplaire sur clé USB au CHU. Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

13. Contrôles et réception des travaux

13.1. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P.

Les dispositions de l'article 24.4 du C.C.A.G. Travaux et de l'article relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché.

Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, seront à la charge du maître d'ouvrage.

Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par les maîtres d'œuvre et d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.



13.2. Réception

13.1- Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots la concernant, elle prend effet à la date de cet achèvement.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé. Postérieurement à cette action la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés.

Lorsque la réception est assortie de réserves, le titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur. En cas de non-respect de ces délais une pénalité journalière sera appliquée.

Au cours de la Garantie de parfait achèvement où de nouveaux désordres seraient signalés par le représentant du pouvoir adjudicateur par voie de notification écrite, des délais seront fixés d'un commun accord par le représentant du pouvoir adjudicateur et l'entrepreneur concerné. En l'absence d'un tel accord, les travaux après mise en demeure infructueuse seront exécutés aux frais et risques de l'entrepreneur défaillant selon l'article 1792-6 du Code civil.

13.2- Réception partielle et prise de possession anticipée

La réception partielle des ouvrages, parties d'ouvrages ou ensemble de prestations, est réalisée conformément aux dispositions du C.C.A.G.

14. Garantie des prestations

14.1. Délai de garantie

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an à compter de la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du C.C.A.G. Travaux.

Les éventuels constats d'achèvement partiel de travaux ne font pas courir le délai de garantie qu'à compter de la date d'effet de la réception de l'ensemble des travaux. Le titulaire reste ainsi tenu par son obligation contractuelle à l'égard du maître d'ouvrage.

Les délais de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux, sont d'une durée de :

- 1 an pour la garantie de parfait achèvement des travaux (article 44.1 du C.C.A.G. Travaux),
- 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements des bâtiments dissociables des ouvrages de structure clos couvert,
- 10 ans pour la garantie de solidité des ouvrages (articles 1792 et 2270 du code civil).

Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle.



14.2. Garanties particulières

Garantie particulière pour des matériaux de type nouveau

L'entrepreneur garantit le maître d'ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition et sous sa seule responsabilité.

Cette garantie engage l'entrepreneur dans le cas où pendant le délai fixé la tenue de ces matériaux et fournitures ne serait pas satisfaisante, à les remplacer à ses frais, sur simple demande par les matériaux et fournitures désignés par le maître d'ouvrage après avis du maître d'œuvre.

Il devra être titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

Par ailleurs, et conformément aux CCTP :

- Le lot 7 « Peintures Sols collés » est tenu à une garantie minimale de 5 années pour la bonne tenue des peintures employés.
- Le lot 8 « VRD Paysage » est tenu à une garantie d'un an de reprise des végétaux.

15.Assurances

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du C.C.A.G. Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 2270 du Code civil en cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l'obligation d'assurance.

16.Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,



- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

Le nouveau co-traitant doit s'engager en de termes identiques à ceux initialement contractualisés. La modification de Groupement ne peut entraîner aucune exclusion de garantie ou autre modification des termes du Marché (notamment de prix ou de délais).

17. Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif d'Amiens
14 Rue Lemerchier
BP 14 – CS 81114
80011 Amiens cedex 01

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

18. Résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du C.C.A.G. Travaux.

Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 2 %.

Résiliation pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché selon les dispositions de l'article 50.3 du C.C.A.G.

Travaux, avec les précisions suivantes :

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
- En cas de non-respect, par le titulaire ou de l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, des obligations visées au présent document et après mise en demeure restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
- La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, et par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.
- En cas d'inexactitude des renseignements fournis par le titulaire ou l'un ou l'autre des cotraitants dans le cas d'un groupement d'entreprises, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché ou la part de marché correspondante sera résilié sans mise en demeure à leur frais et risques.

Résiliation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 51.2.3 du C.C.A.G. Travaux, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

Une décision de résiliation du marché ne pourra être contestée au-delà d'un délai de 2 mois.

19. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.



20. Dérogations au CCAG applicables

Par dérogation à l'article 1 du C.C.A.G., l'ensemble des dérogations au C.C.A.G. sont susceptibles de ne pas être mentionnées explicitement dans le présent C.C.A.P. De même, la liste des dérogations ci-dessous est simplement indicative.

Par conséquent, les dispositions dérogatoires au C.C.A.G. qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessous conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent contrat.

Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.
2.1	4.1
4.1.2	28.1
5.2	9.4.4
5.5	14.4.3
7.2	12, 12.3.1, 12.3.2, 12.4.2 et 12.4.4
8	19.2.1, 19.2.2 et 19.2.3
11.2	28.1
12.2	40
18	52 et 51.2.3
20	1